

Épinglé

L'extrême droite suédoise rejoint le groupe de la N-VA (malgré elle)

Les Démocrates suédois, parti situé à l'extrême droite, ont quitté le groupe parlementaire eurosceptique EFDD du Britannique Nigel Farage, pour rejoindre celui des Conservateurs et réformistes européens. L'ECR compte en son sein les conservateurs britanniques, qui feront défection après le Brexit, l'ultraconservateur PiS polonais et la N-VA. L'eurodéputé Sander Loones a précisé que les quatre élus nationalistes flamands se sont prononcés contre l'intégration des Démocrates suédois. (Belga)

- La présidente de la Cour suprême a travaillé mercredi, défiant le pouvoir.
- Une loi, entrée en vigueur la veille, la force à prendre sa retraite.
- Le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, a justifié cette réforme devant le Parlement européen.

Le gouvernement fait main basse sur la justice

La présidente de la Cour suprême refuse de s'incliner

Reportage Valérie Woyno
Correspondante à Varsovie

Les cariatides en cuivre vert qui soutiennent le magnifique bâtiment de la Cour suprême à Varsovie n'avaient jamais vu autant de monde au petit matin en pleine semaine. Mercredi, la Première présidente de la Cour, Malgorzata Gersdorf, a été accompagnée vers son lieu de travail par une foule qui s'oppose à la "réforme de la justice" menée par les conservateurs au pouvoir. "Constitution", "Liberté, égalité et solidarité", "Tribunaux et juges libres", "Vous êtes inamovibles", ont scandé les manifestants venus la soutenir, voire la protéger physiquement contre quiconque l'empêcherait de pénétrer dans le bâtiment. Car d'aucuns voient en cette juge de petite taille le dernier rempart de la justice indépendante en Pologne, que menace aujourd'hui le parti Droit et Justice (PiS).

"Défendre l'état de droit"

En effet, Malgorzata Gersdorf refuse de partir à la retraite, comme le lui impose une loi introduite par le PiS et entrée en vigueur le 3 juillet. Elle prévoit le départ de 26 autres juges de la Cour suprême âgés de plus de 65 ans. En se présentant mercredi à son bureau, M^{me} Gersdorf défie donc le pouvoir. "Je ne m'engage pas en politique. Je le fais pour défendre l'état de droit et marquer la limite entre la Constitution et la vio-

lation de la Constitution", a-t-elle déclaré. Ce à quoi les manifestants ont répondu : "Merci, nous sommes avec vous."

Comme une centaine d'autres manifestants, Katalina, la cinquantaine, a passé la nuit devant la Cour suprême. "Je suis ici depuis hier soir. J'étais là tous les soirs, la semaine dernière. Pour défendre la liberté en Pologne. Ces juges sont le dernier espoir pour que le PiS ne s'approprie pas tous le pays, nous a-t-elle expliqué. Mais je ne suis pas optimiste: des temps difficiles nous attendent en Pologne. Le PiS va rester au pouvoir quoi qu'on fasse. Ils vont gagner les prochaines élections [locales cette année et législatives l'an prochain, NdlR]. Ils s'achètent les électeurs en distribuant de l'argent à droite et à gauche. Mais après des temps difficiles, viennent les temps meilleurs."

Une situation confuse

Le PiS estime, lui, que la réforme est indispensable pour "assainir un système corrompu" étant donné que des juges de l'époque communiste sont toujours en poste. Le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, l'a rappelé à Strasbourg: "Savez-vous que des juges qui ont condamné des militants de Solidarité [mouvement d'opposition au régime communiste, NdlR] à l'époque de l'état de siège sont encore parmi les juges de la Cour suprême, cette Cour que vous défendez tant?", a-t-il rappelé (lire ci-contre).

La situation de la Cour suprême n'est pas claire. Pour le président polonais Andrzej Duda, M^{me} Gers-

dorf et 26 autres juges doivent partir à la retraite à partir du 4 juillet, date d'entrée en vigueur de la nouvelle réforme. Mais aux yeux de M^{me} Gersdorf, la Constitution, qui fixe la durée du mandat des juges de la Cour Suprême à six ans, prévaut sur toute loi. Et lui donne le droit de rester en poste jusqu'en 2020.

Mardi, Andrzej Duda a reçu M^{me} Gersdorf. Sans lui remettre un document l'informant formellement de la fin de ses fonctions, il a annoncé qu'un juge de la Cour suprême, Jozef Iwulski, allait assurer l'intérim à la tête de l'institution, en attendant l'élection de son successeur en titre. M^{me} Gersdorf a alors annoncé qu'elle avait désigné le même juge, non comme son successeur mais comme son remplaçant pendant ses vacances prévues à partir de la semaine prochaine. Mercredi, le juge Iwulski a assuré qu'il allait *"seulement administrer la Cour suprême durant l'absence de sa présidente"*.

Beaucoup se disent donc confus et ne comprennent plus qui a gagné cette bataille. *"C'est une manœuvre tactique très rusée de la part de Gersdorf, pense Jaroslaw Kurski, rédacteur en chef de "Gazeta Wyborcza", le grand quotidien d'opposition. Cela donne du temps à la Cour de justice de l'UE pour agir."*

"Ce conflit devient incompréhensible pour le Polonais moyen: c'est un conflit des élites qui n'excite pas les foules en cette période de vacances, et le chef du PiS, Jaroslaw Kaczynski, le sait très bien", souligne Stanislaw Mocek, politologue et recteur de Collegium civitas, l'Ecole des sciences sociales à Varsovie. "Kaczynski voit, d'après ce que montrent les sondages, que sa ligne dure plaît bien à ses électeurs. Il ne fera pas marche arrière. Sa tactique est de faire passer le maximum de choses dans une logique 'après nous le déluge'."

Le Premier ministre polonais campe sur ses positions devant le Parlement européen

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Tout pays a le droit de construire son système judiciaire selon ses propres traditions." En une phrase, prononcée mercredi matin lors de son discours devant le Parlement européen à Strasbourg, le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki a donné le ton: Varsovie n'a pas l'intention de céder dans le bras de fer qui l'oppose à la Commission européenne depuis 2016. L'exécutif européen considère en effet que les réformes judiciaires, lancées par le parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir en Pologne, représentent une menace pour la séparation des pouvoirs, fondement d'une société démocratique digne de ce nom.

Dialogue, courriers, débats au Parlement européen et recommandations se sont succédés. Sans succès. Varsovie campant sur ses positions, c'est *"le cœur serré"* qu'en décembre 2017, Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission en charge des Droits fondamentaux, a activé l'article 7 du traité de Lisbonne afin de constater *"un risque clair de violation grave par un Etat membre des valeurs de l'Union"*.

Surnommée "l'option nucléaire", cette procédure inédite pourrait aller jusqu'à priver la Pologne de son droit de vote. Il faudrait pour cela un vote à l'unanimité des Etats membres, or la Hongrie de Viktor Orban a d'ores et déjà annoncé qu'elle s'y opposerait.

Une nouvelle procédure d'infraction démarrée en urgence

A cette mesure très lourde, s'est ajouté lundi le lancement d'une procédure d'infraction d'urgence afin de "protéger l'indépendance de la Cour suprême" contre la réforme qui lui permet d'envoyer à la retraite 27 juges sur les 72 que compte la plus haute juridiction polonaise.

Mateusz Morawiecki n'a pas évoqué ces procédures durant son discours qui s'inscrivait, il est vrai, dans le cadre d'une série d'interventions de chefs d'Etat et de gouvernement consacrées à leur vision de l'avenir de l'Europe. Il n'a pas non plus évoqué les manifestations déclenchées dans son pays par la mise en re-

traite de la présidente de la Cour suprême (lire ci-contre).

Il a cependant épinglé la menace que certains agitent à l'encontre de la Pologne si elle ne fait pas marche arrière: la limitation des fonds de cohésion destinés à combler les écarts entre les Etats membres. La Pologne en est à l'heure actuelle la principale bénéficiaire. Mais la Commission européenne entend, dans ses propositions pour le cadre financier européen 2021-2027, les conditionner au respect de l'état de droit. Mateusz Morawiecki a donc été catégorique: *"Toute limitation des politiques de cohésion ferait le jeu des populismes."* D'accord pour continuer à recevoir d'abondants fonds européens, il l'est moins pour un *"éternel transfert des compétences"* des Etats membres vers l'Union car, selon lui, *"l'intégration européenne n'est pas un but en soi"*.

Le Parti populaire, plus virulent qu'envers Orban

Face au Premier ministre polonais, l'auditoire était clairsemé mais déterminé et dans l'ensemble assez remonté. S'il a pu compter, sans surprise, sur le soutien de son compatriote Ryszard Legutko – lui-même membre du PiS – qui s'est exprimé au nom des Conservateurs et Réformistes européens, d'autres ont eu la dent dure envers le gouvernement polonais et ses

lois controversées. *"Vous n'avez pas apporté de réponses aux questions qui se posent"*, lui a lancé Manfred Weber, plus virulent en la circonstance qu'il ne l'est lorsque Viktor Orban – membre comme lui du Parti populaire européen – vient s'expliquer devant le Parlement européen. *"De grâce, ne détruisez pas les valeurs démocratiques de votre pays"*, a demandé le socialiste Udo Bullmann, pourtant bien plus tolérant avec certains membres de son groupe, à savoir les sociaux-démocrates roumains qui mènent également des réformes judiciaires controversées dans leur pays.

"Des juges sous contrainte politique, ça ne fait pas partie de notre communauté de valeurs. Il ne s'agit pas d'une question de tradition mais d'une question de principes", a dit le libéral belge Guy Verhofstadt, avant que la coprésidente des verts Ska Keller ne martèle que *"jamais le Parlement européen ne renoncera à ces valeurs"*.

Imperturbable, Mateusz Morawiecki a encaissé et dénoncé un système judiciaire polonais hérité du postcommunisme que le gouvernement se devait de démonter pour pallier l'inefficacité de la lutte anti-corruption. *"La Pologne est un pays fier, ne nous donnez pas de leçons"*, a-t-il mis en garde, dans ses conclusions tirées d'un dialogue de sourds long de plusieurs heures.